

Considérant la nécessité de faire intervenir les modifications reprises dans le présent arrêté, dans un délai aussi bref que possible, en respectant le calendrier préétabli en groupe de travail,

Arrête :

Article 1er. Dans les annexes de l'arrêté ministériel du 27 mars 1975 déterminant les prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines, les montants déterminant le classement des achats par catégorie, sont remplacés par les montants ci-après :

Annexe I

Viande bovine : carcasse et demi-carcasse :
Catégorie 1 : 227 F au lieu de 226 F;
Catégorie 2 : de 198 F à 227 F au lieu de 197 F à 226 F;
Catégorie 3 : de 175 F à 198 F au lieu de 175 F à 197 F;
Catégorie 4 : de 157 F à 175 F au lieu de 158 F à 175 F;
Catégorie 5 : 157 F au lieu de 158 F.

Annexe II

Viande bovine : quartier arrière :
Catégorie 1 : 279 F au lieu de 272 F;
Catégorie 2 : de 243 F à 279 F au lieu de 237 F à 272 F;
Catégorie 3 : de 215 F à 243 F au lieu de 210 F à 237 F;
Catégorie 4 : de 194 F à 215 F au lieu de 189 F à 210 F;
Catégorie 5 : 194 F au lieu de 189 F.

Annexe III

Viande bovine : quartier avant :
Catégorie 1 : 172 F au lieu de 174 F;
Catégorie 2 : de 150 F à 172 F au lieu de 152 F à 174 F;
Catégorie 3 : de 132 F à 150 F au lieu de 134 F à 152 F;
Catégorie 4 : de 117 F à 132 F au lieu de 120 F à 134 F;
Catégorie 5 : 117 F au lieu de 120 F.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 septembre 1985.

Bruxelles, le 11 septembre 1985.

M. EYSKENS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 1748

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal fixant les conditions et les règles selon lesquelles une indemnité est accordée aux maîtres de stage en médecine générale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 1er août 1985, et notamment l'article 34 sexies;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités d'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 8 août 1984 et du 13 mars 1985;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrément des maîtres de stage en médecine générale en vue de l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrément des médecins qui désirent une qualification spéciale pour certaines prestations en médecine générale dans la nomenclature de l'assurance contre la maladie et l'invalidité;

Overwegende dat het noodzakelijk is de in dit besluit opgenomen wijzigingen zo spoedig mogelijk van kracht te laten worden, en daarbij de in de werkgroep vooropgestelde kalender in acht te nemen,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage bij het ministerieel besluit van 27 maart 1975 houdende bepaling van de verbruikersprijs van rund- en varkensvlees, worden de bedragen die de rangschikking bepalen der aankopen per categorie, vervangen door de volgende bedragen :

Bijlage I

Rundvlees : karkas en halve karkas :
Catégorie 1 : 227 F in plaats van 226 F;
Catégorie 2 : van 198 F tot 227 F in plaats van 197 F tot 226 F;
Catégorie 3 : van 175 F tot 198 F in plaats van 175 F tot 197 F;
Catégorie 4 : van 157 F tot 175 F in plaats van 158 F tot 175 F;
Catégorie 5 : 157 F in plaats van 158 F.

Bijlage II

Rundvlees : achterkwartier :
Catégorie 1 : 279 F in plaats van 272 F;
Catégorie 2 : van 243 F tot 279 F in plaats van 237 F tot 272 F;
Catégorie 3 : van 215 F tot 243 F in plaats van 210 F tot 237 F;
Catégorie 4 : van 194 F tot 215 F in plaats van 189 F tot 210 F;
Catégorie 5 : 194 F in plaats van 189 F.

Bijlage III

Rundvlees : voorkwartier :
Catégorie 1 : 172 F in plaats van 174 F;
Catégorie 2 : van 150 F tot 172 F in plaats van 152 F tot 174 F;
Catégorie 3 : van 132 F tot 150 F in plaats van 134 F tot 152 F;
Catégorie 4 : van 117 F tot 132 F in plaats van 120 F tot 134 F;
Catégorie 5 : 117 F in plaats van 120 F.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 13 september 1985.

Brussel, 11 september 1985.

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 1748

4 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden en de regels volgens dewelke een vergoeding aan de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde wordt toegekend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, en inzonderheid op artikel 34 sexies;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1984 en 13 maart 1985;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 1982 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde met het oog op de toepassing van de wetgeving op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 1982 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de geneesheren die een bijzondere kwalificatie beogen voor bepaalde prestaties van de huisartsgeneeskunde in de ziekte- en invaliditeitsverzekeringsnomenclatuur;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1984 fixant certaines modalités pour l'organisation de la pratique médicale accompagnée pour l'agrégation de médecins généralistes;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Médecins Spécialistes et des Médecins généralistes;

Vu l'avis de la Commission nationale Médico-Mutualiste;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer les conditions et les règles suivant lesquelles une indemnité peut être accordée aux maîtres de stage en médecine générale ainsi que de fixer le montant de cette indemnité;

Considérant que ces dispositions doivent être prises sans retard pour pouvoir accorder une indemnité équitable aux maîtres de stage qui sont déjà en fonction depuis un temps considérable;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté fixe les conditions et les règles d'octroi d'une indemnité aux maîtres de stage en médecine générale dans le cadre de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrégation des maîtres de stage en médecine générale et de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrégation des médecins qui désirent une qualification spéciale pour certaines prestations en médecine générale dans la nomenclature de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

Art. 2. § 1er. Pour le maître de stage qui accompagne des médecins qui exercent dans son cabinet, l'indemnité est égale à un douzième de l'indemnité annuelle par période complète et indivisible d'un mois civil.

§ 2. Pour le maître de stage qui accompagne des médecins qui n'exercent pas dans son cabinet et qui dirige pour eux des séminaires l'indemnité annuelle dépend du nombre d'heures de séminaires et du nombre de médecins accompagnés. L'indemnité complète est redevable si, pendant la période du 1er septembre au 31 août de l'année civile suivante, le maître de stage a effectivement dirigé au moins cinquante heures de séminaires pour des groupes d'au minimum 10 et d'au maximum 15 médecins.

Ce montant est adapté comme suit :

a) Si, pendant la période susmentionnée, le maître de stage a dirigé moins de cinquante heures de séminaires, le montant est diminué proportionnellement.

b) Si le nombre de médecins, au sens de l'article 4, présents aux séminaires est inférieur à dix le montant est diminué de 10 % pour une présence moyenne de 9, de 30 % pour une présence moyenne de 8, de 50 % pour une présence moyenne de 7 médecins et de 100 % pour une présence moyenne de moins de 7 médecins. Par dérogation à cet alinéa les chiffres de présence moyenne sont diminués de 10,9,8,7 à 9,8,7,6 pour les séminaires qui ont lieu dans une province dont la densité de population arrêtée au 31 décembre de l'année précédente se situe entre 100 et 125 habitants par km². Les chiffres de présence moyenne sont diminués de 10,9,8,7 à 8,7,6,5 pour les séminaires qui ont lieu dans une province dont la densité de population arrêtée au 31 décembre de l'année précédente se situe en dessous de 100 habitants par km² ainsi que pour les séminaires qui ont lieu dans la région linguistique allemande.

Art. 3. § 1er. Les indemnités prévues par le présent arrêté ne seront pas payées aux maîtres de stage-militaires de carrière.

§ 2. Les indemnités prévues aux § 1er et 2 de l'article 2 ne sont en aucun cas cumulables.

Art. 4. Pour déterminer les nombres de médecins présents soit dans le cabinet du maître de stage visé à l'art. 2, § 1er, soit aux séminaires visés à l'art. 2, § 2, on tient compte uniquement des médecins accompagnés qui n'ont pas encore obtenu l'agrégation pour la qualification spéciale prévue par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 et pour autant que ceux-ci soient considérés comme ayant adhéré aux termes de l'accord médico-mutualiste en vigueur.

Art. 5. La demande d'indemnité doit être adressée aux services des soins médicaux de l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité.

Gelet op het ministerieel besluit van 3 augustus 1984 tot vaststelling van zekere regelen voor de organisatie van de begeleidde beroepspraktijk voor de erkenning van huisartsen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Geneesheren-Specialisten en van Huisartsen;

Gelet op het advies van de Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het passend is de voorwaarden en de regels vast te stellen volgens dewelke een vergoeding kan worden toegekend aan de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde alsmede het bedrag van die vergoeding vast te stellen;

Overwegende dat deze bepalingen onverwijld moeten vastgesteld worden om de stagemeesters die reeds geruime tijd in functie zijn een passende vergoeding te kunnen toekennen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de voorwaarden en de regels volgens dewelke een vergoeding kan worden toegekend aan de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde, in het raam van het ministerieel besluit van 15 december 1982 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde en van het ministerieel besluit van 15 december 1982, tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de geneesheren die een bijzondere kwalificatie beogen voor bepaalde prestaties van de huisartsgeneeskunde in de ziekte- en invaliditeitsverzekeringsnomenclatuur.

Art. 2. § 1. Voor de stagemeester die geneesheren begeleidt die in zijn praktijk werkzaam zijn, bedraagt de vergoeding één twaalfde van de jaarlijkse vergoeding per volledige en ondeelbare periode van een kalendermaand.

§ 2. Voor de stagemeester die geneesheren begeleidt die niet in zijn praktijk werkzaam zijn en die voor hen seminaries leidt is de jaarlijkse vergoeding afhankelijk van het aantal uren seminaries en van het aantal begeleidde geneesheren. De volledige vergoeding is verschuldigd indien de stagemeester binnen de periode van 1 september tot 31 augustus van het volgende kalenderjaar, ten minste vijftig uren seminarie effectief heeft geleid voor groepen van minimum 10 en maximum 15 geneesheren.

Dat bedrag wordt aangepast als volgt :

a) Indien de stagemeester gedurende de hogervermelde periode een kleiner aantal uren seminaries heeft geleid dan vijftig, dan wordt het bedrag verhoudingsgewijs verminderd.

b) Indien het gemiddeld aantal geneesheren, in de zin van artikel 4, aanwezig op de seminaries lager is dan tien wordt het bedrag verminderd met 10 % voor een gemiddelde aanwezigheid van 9, met 30 % voor een gemiddelde aanwezigheid van 8, met 50 % voor een gemiddelde aanwezigheid van 7 geneesheren en met 100 % voor een gemiddelde aanwezigheid van minder dan 7 geneesheren. In afwijking van deze alinea worden de cijfers van de gemiddelde aanwezigheid verminderd van 10,9,8,7 tot 9,8,7,6 voor de seminaries die plaats vinden in een provincie waarvan de bevolkingsdichtheid vastgesteld op 31 december van het voorgaande jaar tussen 100 en 125 per km² bedraagt. De cijfers van de gemiddelde aanwezigheid worden verminderd van 10,9,8,7 tot 8,7,6,5 voor de seminaries die plaats vinden in een provincie waarvan de bevolkingsdichtheid vastgesteld op 31 december van het voorgaande jaar beneden de 100 per km² bedraagt alsmede voor de seminaries die plaats vinden in het Duitse taalgebied.

Art. 3. § 1. De vergoedingen voorzien door onderhavig besluit zullen niet uitgekeerd worden aan stagemeesters-beroepsmilitairen.

§ 2. De vergoedingen voorzien door § 1 en 2 van artikel 2 kunnen in geen enkel geval samengevoegd worden.

Art. 4. Om het aantal geneesheren aanwezig hetzij in het kabinet van de stagemeester zoals bedoeld in art. 2, § 1, hetzij op de seminaries zoals bedoeld in art. 2, § 2, te bepalen wordt uitsluitend rekening gehouden met de begeleidde geneesheren die de erkenning voor de bijzondere kwalificatie voorzien door het ministerieel besluit van 15 december 1982 nog niet bekomen hebben en voor zover zij verondersteld worden toegetreden te zijn tot de termen van het in voege zijnde akkoord geneesheren-ziekenfondsen.

Art. 5. De aanvraag tot het bekomen van de vergoeding moet gericht worden aan de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Art. 6. § 1er. Le maître de stage qui accompagne des médecins qui exercent dans son cabinet, communique entre le 1er septembre et le 31 décembre de chaque année au service mentionné à l'art. 5, la liste des médecins qui ont exercé dans son cabinet pendant la période de douze mois commençant le 1er septembre de l'année précédente ainsi que, pour chacun d'entre eux, la période pendant laquelle ils y ont exercé. Pour chacun d'entre eux il communique en outre, s'il était considéré comme ayant adhéré à l'accord médico-mutualiste, ainsi que s'il avait obtenu l'agrégation pour la qualification spéciale prévue par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982.

§ 2. Le maître de stage qui accompagne des médecins qui n'exercent pas dans son cabinet, communique entre le 1er septembre et le 31 décembre de chaque année au service mentionné à l'art. 5, la liste des séminaires, avec dates et durée, qu'il a dirigés pendant la période de douze mois commençant le 1er septembre de l'année précédente. Pour chaque séminaire il communique la liste des médecins présents avec pour chacun d'entre eux la mention s'il était considéré comme ayant adhéré à l'accord médico-mutualiste, ainsi que s'il avait obtenu l'agrégation pour la qualification spéciale prévue par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982.

Chacune de ces listes doit être accompagnée d'une déclaration au nom du Centre de médecine générale qui organise les séminaires ou qui en porte la responsabilité, affirmant les données qui y figurent.

Art. 7. L'indemnité est payée par un décompte annuel après que le service compétent a été mis en possession des données prévues à l'article 6.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 1749

**4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal
fixant le montant de l'indemnité
aux maîtres de stage en médecine générale**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1983 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 1er août 1985, et notamment l'article 34sexies;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités d'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 8 août 1984 et du 13 mars 1985;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrégation des maîtres de stage en médecine générale en vue de l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 1982 fixant les critères pour l'agrégation des médecins qui désirent une qualification spéciale pour certaines prestations en médecine générale dans la nomenclature de l'assurance contre la maladie et l'invalidité;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1984 fixant certaines modalités pour l'organisation de la pratique médicale accompagnée pour l'agrégation de médecins généralistes;

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 1985 fixant les conditions et les règles selon lesquelles une indemnité est accordée aux maîtres de stage en médecine générale;

Art. 6. § 1. De stagemeeester die geneesheren begeleidt die in zijn praktijk werkzaam zijn, deelt tussen 1 september en 31 december van elk jaar aan de in art. 5 vermelde dienst, de lijst mede van de geneesheren die tijdens de periode van twaalf maanden beginnend op 1 september van het voorafgaande jaar in zijn praktijk werkzaam waren, alsmede voor elk van hen, de periode tijdens dewelke zij er werkzaam waren. Bovendien deelt hij voor elk van hen mede of hij verondersteld werd toegetreden te zijn tot het akkoord geneesheren-ziekenfondsen, alsmede of hij de erkenning voor de bijzondere kwalificatie voorzien door het ministerieel besluit van 15 december 1982 bekomen had.

§ 2. De stagemeeester die geneesheren begeleidt die niet in zijn praktijk werkzaam zijn deelt tussen 1 september en 31 december van elk jaar aan de in art. 5 vermelde dienst de lijst mede, met de data en de duur van de seminaries die hij tijdens de periode van twaalf maanden beginnend op 1 september van het voorafgaande jaar. Voor elk seminarie deelt hij de lijst van de aanwezige geneesheren mede met voor elk van hen de vermelding of hij verondersteld werd toegetreden te zijn tot het akkoord geneesheren-ziekenfondsen alsmede of hij de erkenning voor de bijkomende kwalificatie voorzien door het ministerieel besluit van 15 december 1982 bekomen had.

Elk van die lijsten moet vergezeld zijn van een verklaring namens het Centrum voor Huisartsgeneeskunde dat de seminaries inricht of er verantwoordelijk voor is, dat de er op voorkomende gegevens bevestigd.

Art. 7. De vergoeding wordt uitbetaald in één jaarlijkse afrekening nadat de bevoegde dienst in het bezit werd gesteld van de in artikel 6 voorziene gegevens.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 1749

**4 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van het bedrag van de vergoeding
aan de stagemeeesters in de huisartsgeneeskunde**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, en inzonderheid op artikel 34sexies;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1984 en 13 maart 1985;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 1982 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de stagemeeesters in de huisartsgeneeskunde met het oog op de toepassing van de wetgeving op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 1982 tot vaststelling van de criteria voor erkenning van de geneesheren die een bijzondere kwalificatie beogen voor bepaalde prestaties van de huisartsgeneeskunde in de ziekte- en invaliditeitsverzekering-nomenclatuur;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 augustus 1984 tot vaststelling van zekere regelen voor de organisatie van de begeleidde beroepspraktijk voor de erkenning van huisartsen;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 september 1985 tot vaststelling van de voorwaarden en de regels volgens dewelke een vergoeding aan de stagemeeesters in de huisartsgeneeskunde wordt toegekend;